

► ELOIGNEMENTS

Statistiques mensuelles, 2023

Avant Propos :

L'Office des étrangers est responsable des retours forcés des ressortissants étrangers et participe, avec d'autres organisations comme Fedasil et OIM, aux retours volontaires des ressortissants étrangers.

Dans ce cadre, le présent rapport a pour but de rassembler sur l'ensemble des éloignements effectifs.

Il se compose de 4 parties : la première partie porte sur les données relatives aux retours forcés ; la deuxième partie sur les retours volontaires ; la troisième partie sur les refoulements ; la dernière partie présente la méthodologie générale utilisée pour produire ces statistiques, notamment les sources, les définitions.

Ce rapport s'inscrit entièrement dans le cadre légal défini par :

- la Directive 2008/115/CE relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (« Directive Retour ») pour les statistiques sur les retours,
- le Règlement 562/2006/CE établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (« Code frontières Schengen ») pour les refoulements et
- le Règlement 862/2007/CE relatif aux statistiques communautaires sur la migration et la protection internationale pour la méthodologie statistique générale (en l'étendant pour couvrir les événements concernant les citoyens de l'Union européenne).

Table des matières

1.	Évolution du nombre d'éloignements	2
2.	Retours forcés	5
3.	Retours volontaires	10
4.	Refoulements	11
5.	Méthodologie	13

1. Évolution du nombre d'éloignements

Tableau 1.1. Évolution du nombre d'éloignements : retours forcés – retours volontaires – refoulements, 2010-2022

Année	Retours								Refoulem.	Transferts interétat. de détenus	Total
	Forcés				Volontaires			Volont. et forcés			
	Pays d'orig.	Dublin	Bilat.	Total	Pays d'orig. – Fedasil + OE	Dublin	Total	Total			
2010	2.275	1.092	219	3.586	.	.	3.088	6.674	1.863	.	8.537
2011	2.420	1.070	218	3.708	.	.	3.870	7.578	2.735	.	10.313
2012	2.638	970	239	3.847	.	.	5.656	9.503	1.895	.	11.398
2013	3.167	748	278	4.193	.	.	4.707	8.900	1.539	44	10.483
2014	2.586	673	260	3.519	.	.	3.664	7.183	1.544	31	8.758
2015	3.107	828	310	4.245	.	.	4.187	8.432	1.649	44	10.125
2016	3.080	1.138	433	4.651	.	.	4.667	9.318	1.543	47	10.908
2017	3.001	1.072	430	4.503	.	.	4.033	8.536	2.475	54	11.065
2018	2.842	792	346	3.980	.	.	3.126	7.106	2.216	69	9.391
2019	2.674	775	294	3.743	.	.	2.559	6.302	2.318	86	8.706
2020	1.538	391	168	2.097	1.847	109	1.956	4.053	808	34	4.895
2021	1.410	366	208	1.984	1.965	63	2.028	4.012	1.237	91	5.340
2022	1.912	735	271	2.918	682	78	760	3.678	1.752	67	5.497
2023	1.391	746	201	2.338	451	102	553	2.891	1.218	49	4.158

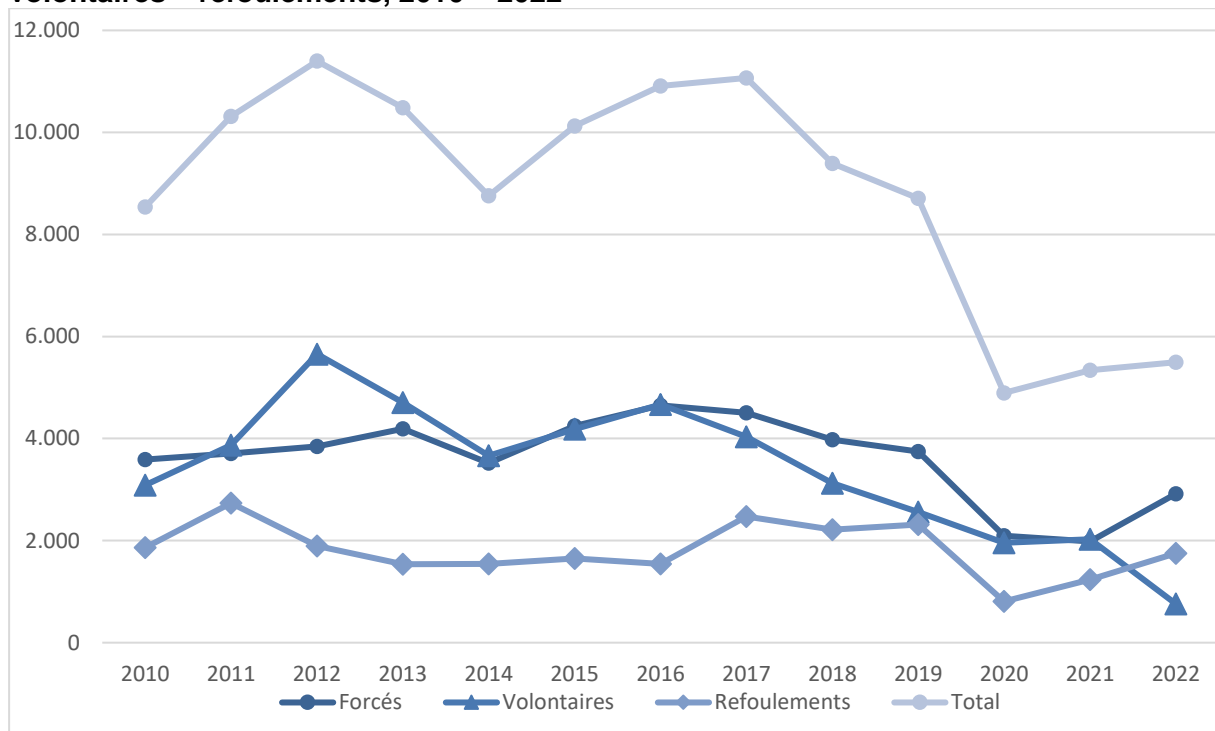
La Directive Retour et le Règlement sur les statistiques migratoires indiquent clairement que toute personne sans ordre de quitter le territoire (OQT) est exclue des statistiques sur les retours. Pour les retours, tant volontaires que forcés, sont donc concernées uniquement les personnes en situation de séjour irrégulier et à qui on a préalablement délivré un OQT. A partir de 2022, un travail sur la qualité des données a été entrepris sur base des directives et règlement européens, ce qui explique la diminution des retours volontaires par rapport aux autres années.

Tableau 1.2. Évolution du nombre d'éloignements : retours forcés – retours volontaires – refoulements, 2023

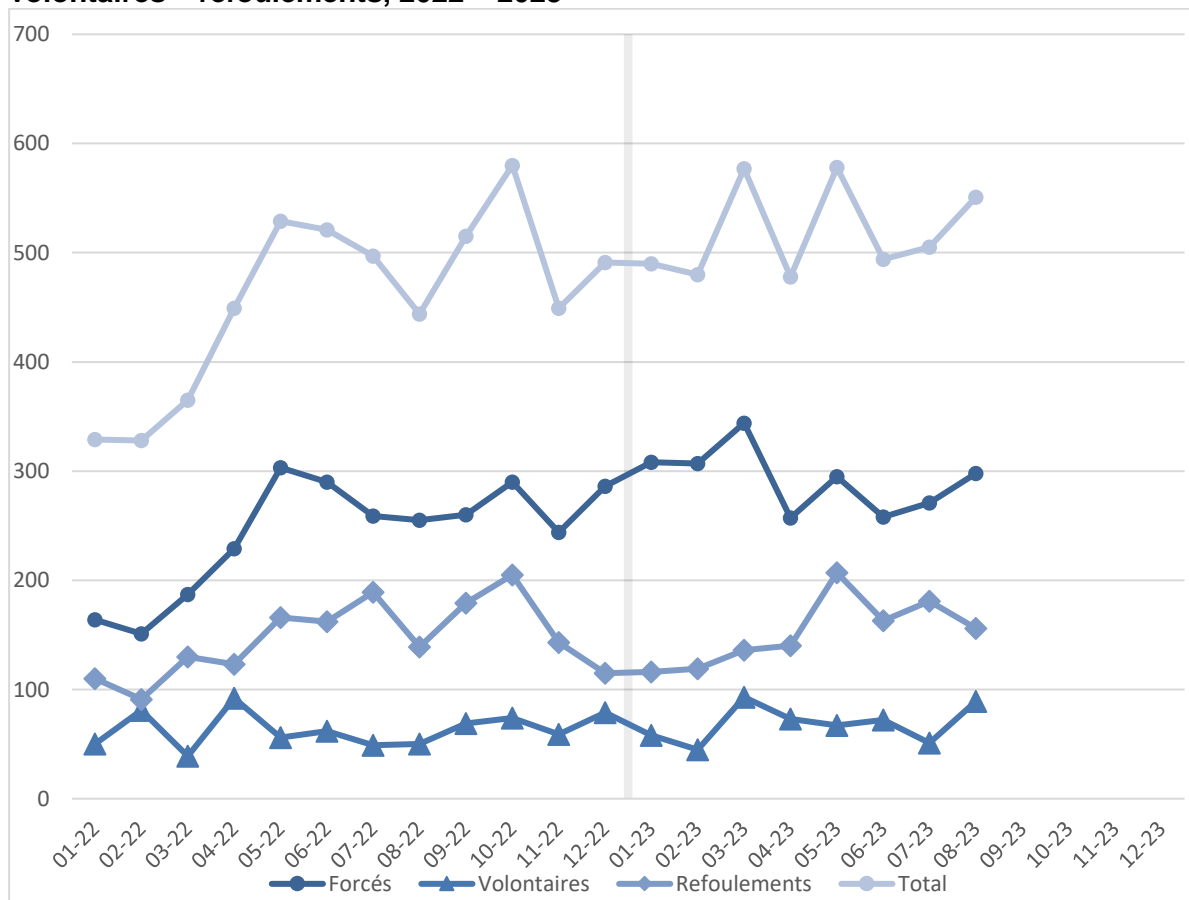
Année	Retours								Refoulem.	Transferts interétat. de détenus	Total
	Forcés				Volontaires			Volont. et forcés			
	Pays d'orig.	Dublin	Bilat.	Total	Pays d'orig. – Fedasil + OE	Dublin	Total	Total			
01	181	96	31	308	48	10	58	366	116	8	490
02	180	110	17	307	40	12	52	359	119	9	487
03	197	127	20	344	70	13	83	427	136	4	567
04	154	76	27	257	62	11	73	330	140	8	478
05	177	93	25	295	68	7	75	370	207	9	586
06	150	80	28	258	64	8	72	330	163	1	494
07	168	80	23	271	37	14	51	322	181	2	505
08	184	84	30	298	62	27	89	387	156	8	551
09											
10											
11											
12											
2023	1.391	746	201	2.338	451	102	553	2.891	1.218	49	4.158
Non UE	888	744	201	1.833	383	72	458	2.070	1.057		3.127
UE	503	2	0	505	68	30	95	821	161		982

La Directive Retour et le Règlement sur les statistiques migratoires indiquent clairement que toute personne sans ordre de quitter le territoire (OQT) est exclue des statistiques sur les retours. Pour les retours, tant volontaires que forcés, sont donc concernées uniquement les personnes en situation de séjour irrégulier et à qui on a préalablement délivré un OQT. A partir de 2022, un travail sur la qualité des données a été entrepris sur base des directives et règlement européens, ce qui explique la diminution des retours volontaires par rapport aux autres années.

Graphique 1.1. Evolution du nombre d'éloignements : retours forcés – retours volontaires – refoulements, 2010 – 2022



Graphique 1.2. Evolution du nombre d'éloignements : retours forcés – retours volontaires – refoulements, 2022 – 2023



2. Retours forcés

Tableau 2.1. Nationalités les plus représentées, 2023

Nationalité	Effectifs
Albanie	332
Afghanistan	177
Roumanie	160
Maroc	153
Algérie	135
Géorgie	120
Brésil	104
Pays-Bas	101
Moldova	87
France	66
Autres	903
Total	2.338

Graphique 2.1. Nationalités les plus représentées, 2023

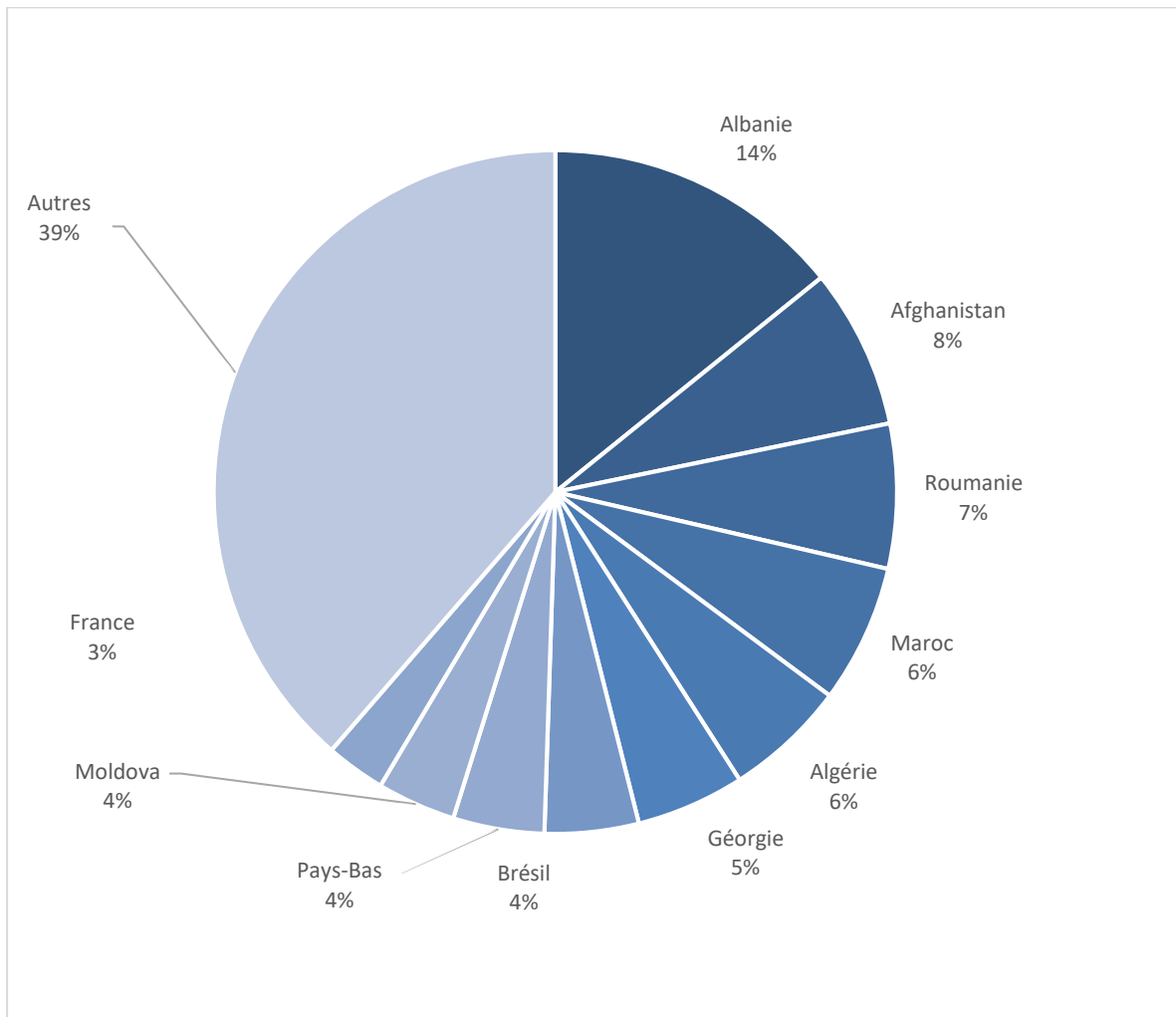


Tableau 2.2. Nationalités les plus représentées vers le pays d'origine, 2023

Nationalité	Effectifs
Albanie	315
Roumanie	160
Pays-Bas	101
Géorgie	85
Brésil	81
Moldova	81
France	66
Pologne	59
Bulgarie	40
Algérie	26
Autres	377
Total	1.391

Graphique 2.2. Nationalités les plus représentées vers le pays d'origine, 2023

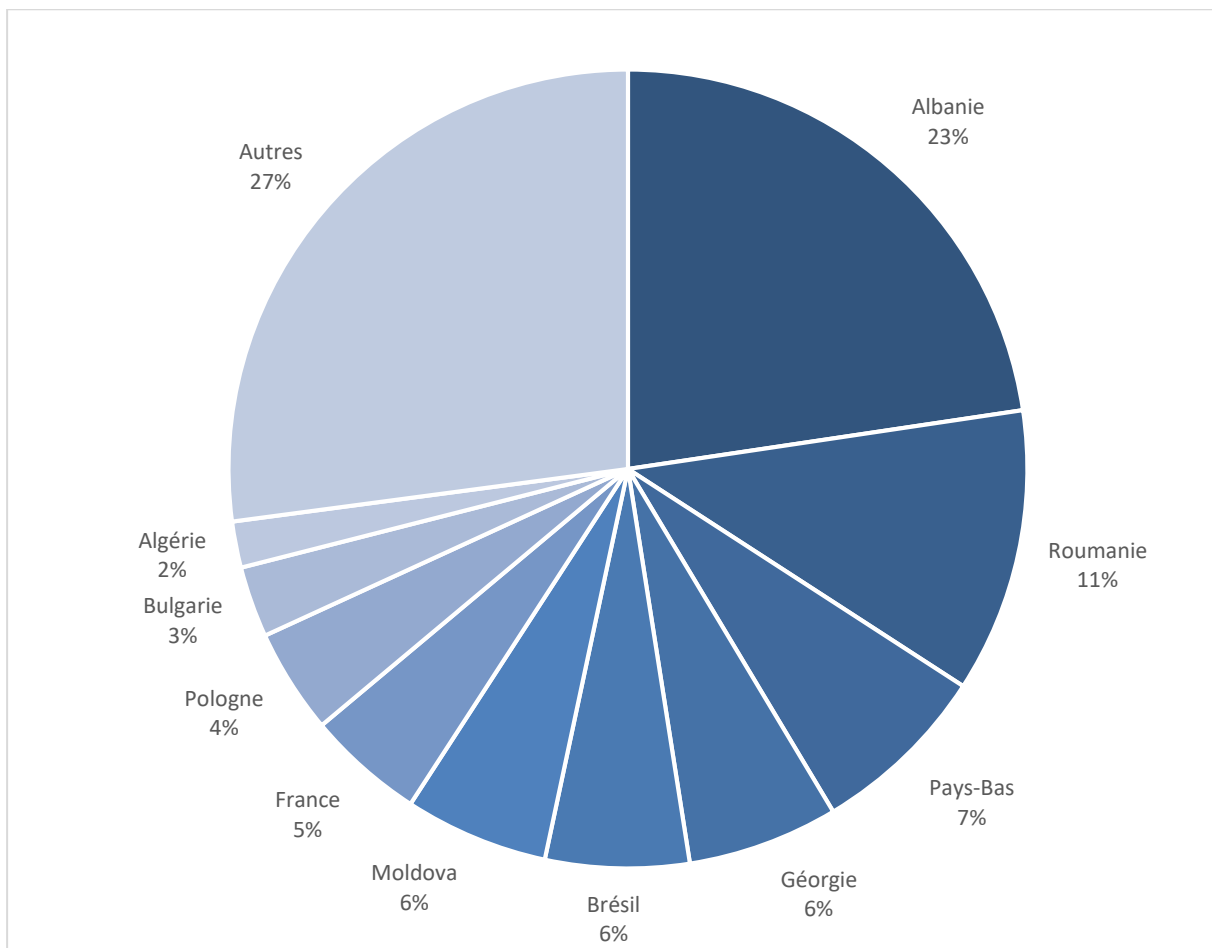


Tableau 2.3. Nationalités les plus représentées, transferts Dublin, 2023

Nationalité	Effectifs
Afghanistan	171
Maroc	108
Algérie	105
Géorgie	33
Tunisie	30
Burundi	26
Russie	22
Erythrée	21
Guinée	19
Palestine	14
Somalie	14
Autres	183
Total	746

Graphique 2.3. Nationalités les plus représentées, transferts Dublin, 2023

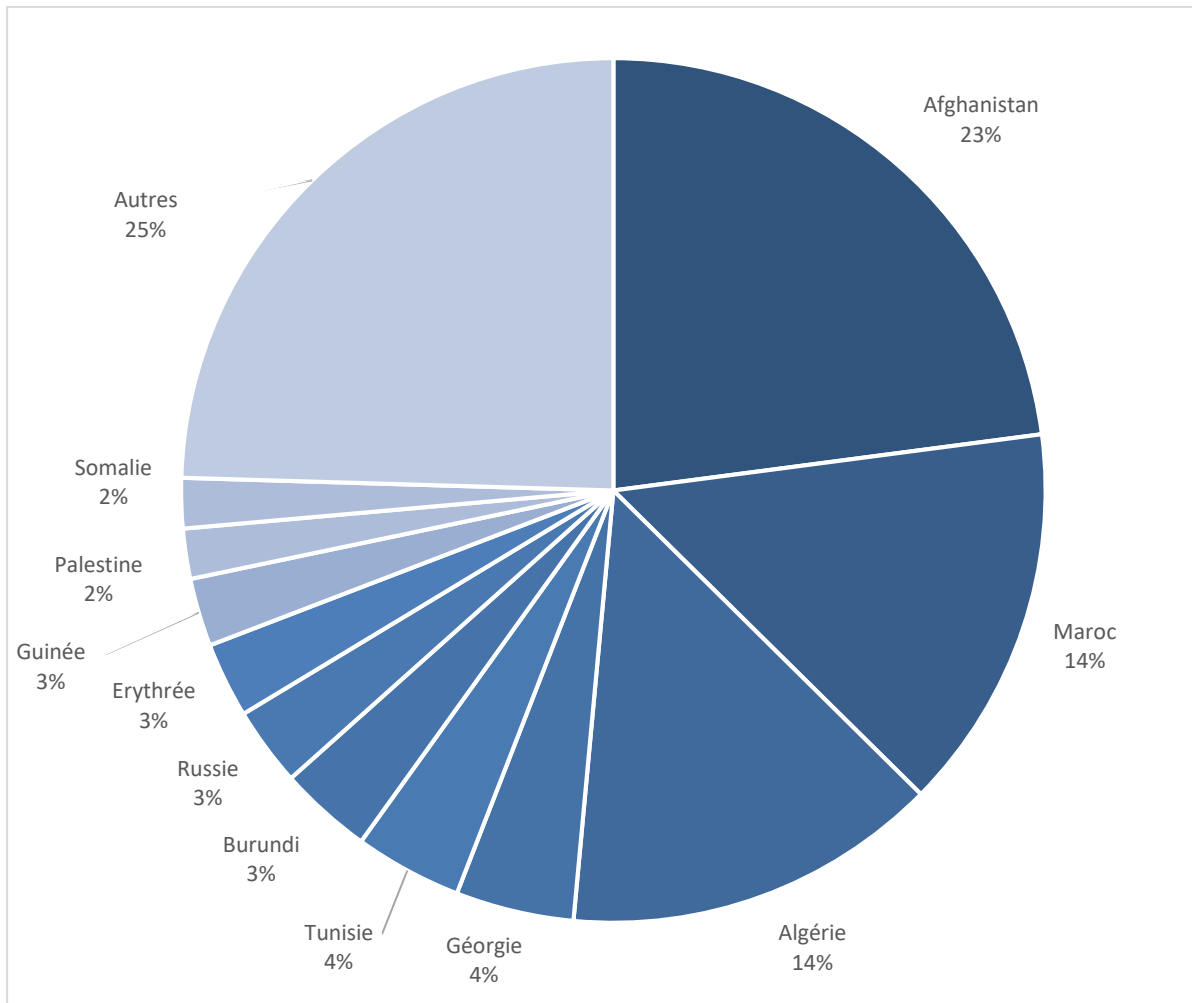


Tableau 2.4. Nationalités les plus représentées, reprises bilatérales, 2023

Nationalité	Effectifs
Brésil	23
Maroc	21
Albanie	14
Inde	11
Iraq	10
Pakistan	10
Erythrée	9
Congo DR	7
Chine	5
Nigeria	5
Républic Dominicaine	5
Soudan	5
Syrie	5
Turquie	5
Autres	66
Total	201

Graphique 2.4. Nationalités les plus représentées, reprises bilatérales, 2023

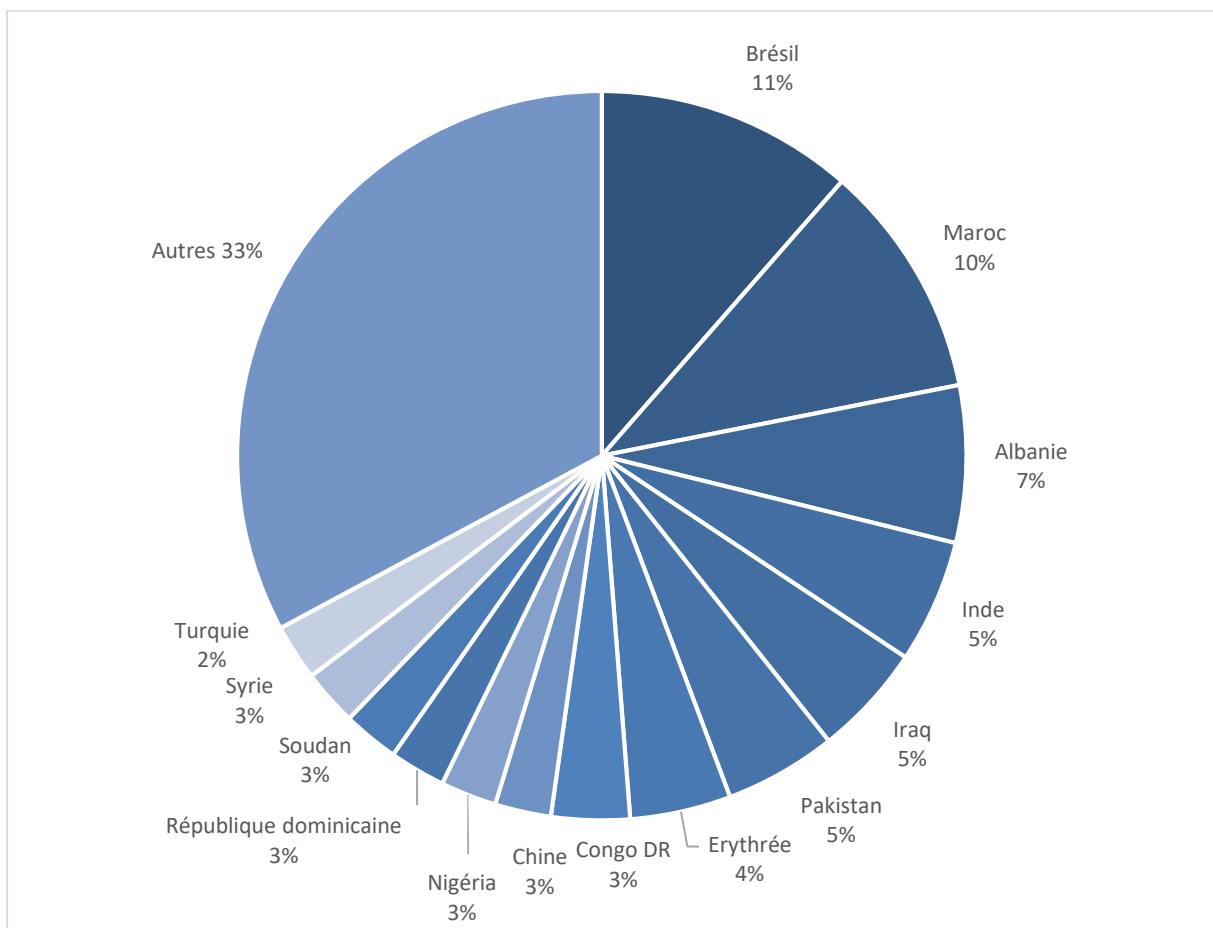
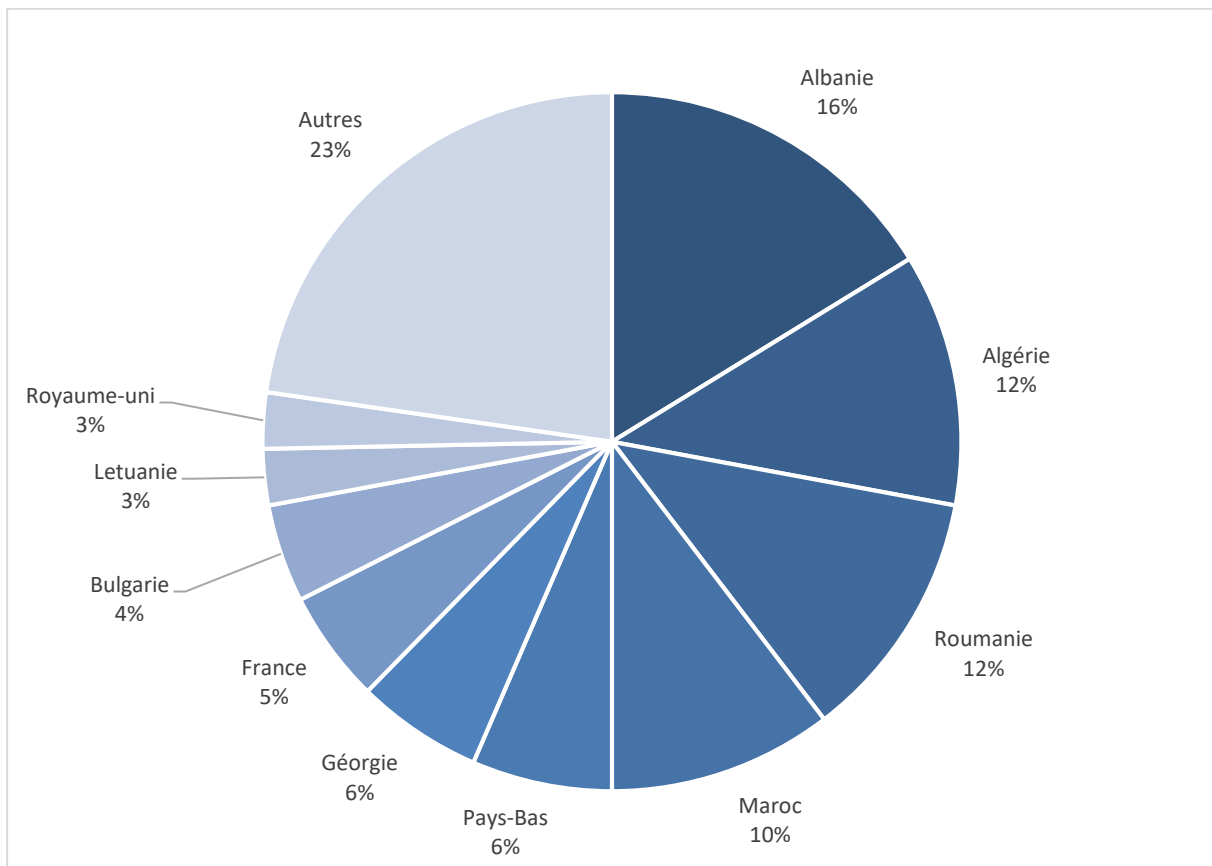


Tableau 2.5. Retours forcés au départ des prisons

Année	Nuits passées en centre fermé	Retours forcés directement des prisons	Centres fermés	Total
2022	169	950	392	1.511
2023	140	628	262	1.030
01	20	72	43	135
02	20	70	30	120
03	21	85	47	153
04	17	72	21	110
05	22	57	25	104
06	10	72	37	119
07	17	88	30	135
08	13	112	29	154
09				
10				
11				
12				

Graphique 2.5. Nationalités les plus représentées, retours forcés au départ des prisons, 2023

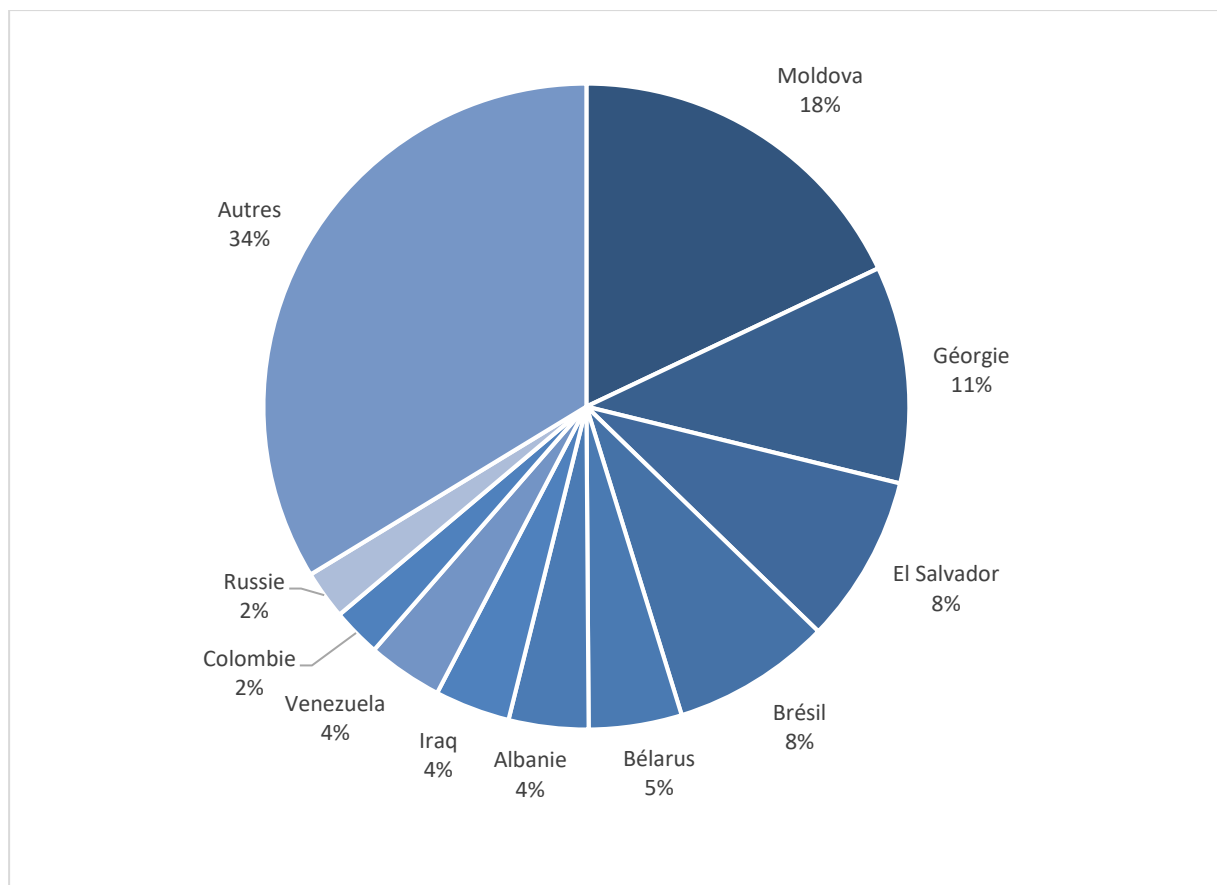


3. Retours volontaires

Tableau 3.1. Nationalités les plus représentées, 2023

Nationalité	Effectifs
Moldova	81
Géorgie	49
El Salvador	38
Brésil	36
Bélarus	21
Albanie	18
Iraq	17
Venezuela	17
Colombie	11
Russie	11
Autres	152
Total	451

Graphique 3.1. Nationalités les plus représentées, 2023

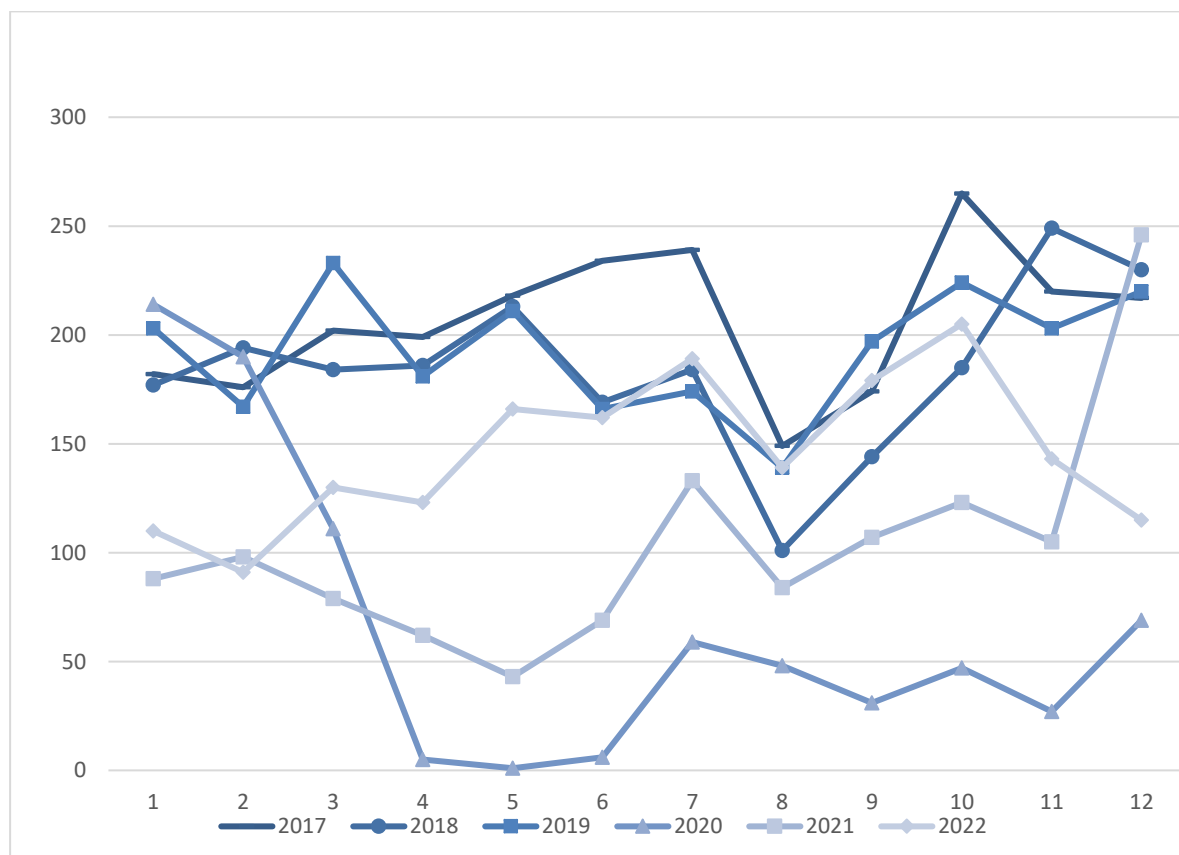


4. Refoulements

Tableau 4.1. Evolution du nombre de refoulements effectifs par mois et par année: 2017 – 2023

Mois	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
1	182	177	203	214	88	110	116
2	176	194	167	190	98	91	119
3	202	184	233	111	79	130	136
4	199	186	181	5	62	123	140
5	218	213	211	1	42	166	207
6	234	169	166	6	69	162	163
7	239	184	174	59	133	189	181
8	149	101	139	48	84	139	156
9	174	144	197	31	107	179	
10	265	185	224	47	123	205	
11	220	249	203	27	105	143	
12	217	230	220	69	246	115	
Total	2.475	2.216	2.318	808	1.237	1.752	1.218

Graphique 4.1. Evolution du nombre de refoulements effectifs par mois et par année : 2017 – 2022



Graphique 4.2. Evolution du nombre de refoulements effectifs par mois : 2022 – 2023

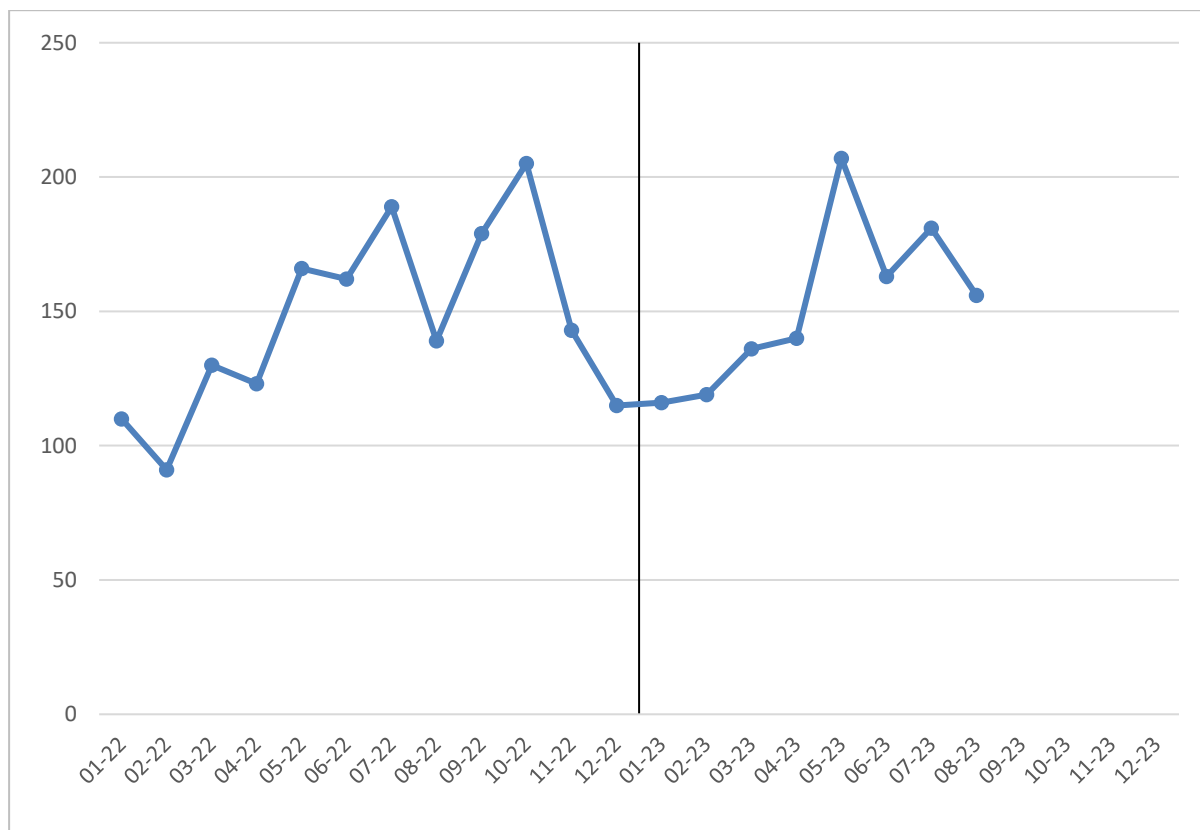
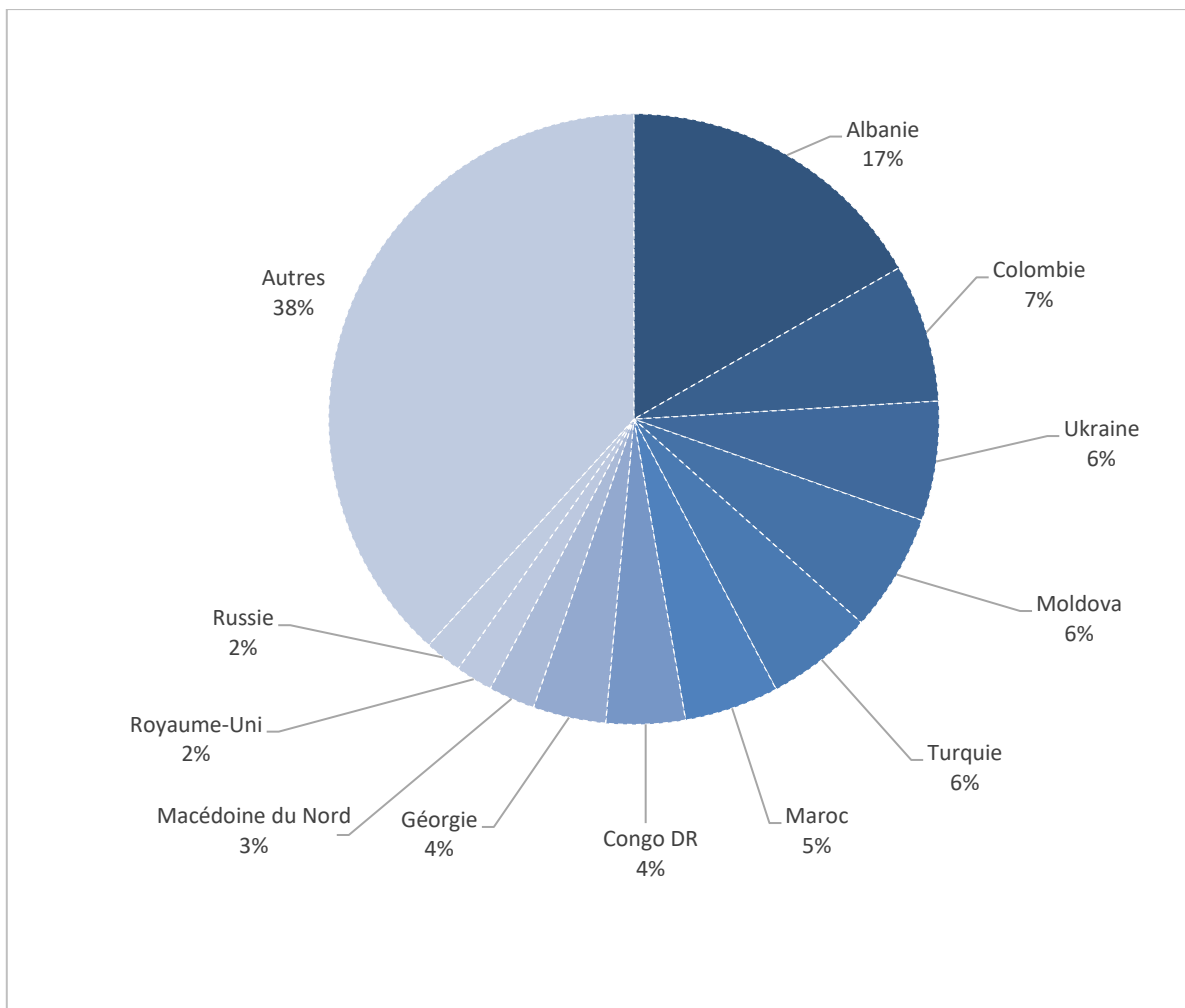


Tableau 4.2. Nationalités les plus représentées, 2023

Nationalité	Effectifs
Albanie	204
Colombie	89
Ukraine	77
Moldova	76
Turquie	69
Maroc	61
Congo DR	51
Géorgie	47
Macédoine du Nord	30
Russie	24
Royaume-Uni	24
Autres	466
Total	1.218

Graphique 4.3. Nationalités les plus représentées, 2023



5. Méthodologie

5.1. Cadre légal

L'Office des étrangers est responsable des retours forcés des ressortissants étrangers et participe, avec d'autres organisations comme Fedasil et IOM, aux retours volontaires des ressortissants étrangers.

Ce rapport s'inscrit entièrement dans le cadre légal défini par :

- la Directive 2008/115/CE relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (« Directive Retour ») pour les statistiques sur les retours,
- le Règlement 562/2006/CE établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (« Code frontières Schengen ») pour les refoulements et
- au Règlement 862/2007/CE relatif aux statistiques communautaires sur la migration et la protection internationale (« Règlement sur les statistiques migratoires ») pour la méthodologie statistique générale (en l'étendant pour couvrir les événements concernant les citoyens de l'Union européenne).

5.2. Sources

Les données proviennent de différentes sources :

- Retours forcés : Office des étrangers
- Retours volontaires : Fedasil, IOM, Office des étrangers
- Refoulements : Office des étrangers

5.3. Population concernée

Tous les étrangers (ressortissants de pays tiers et ressortissants de l'UE) en séjour irrégulier qui ont quitté le territoire belge sous contrôle (tant de manière forcée que de manière volontaire) et les personnes à qui l'accès au territoire belge a été refusé et qui ont été refoulées ainsi que les transfèrements interétatiques de détenus.

La Directive Retour et le Règlement sur les statistiques migratoires indiquent clairement que toute personne sans ordre de quitter le territoire (OQT) est exclue des statistiques sur les retours. Pour les retours, tant volontaires que forcés, sont donc concernées uniquement les personnes en situation de séjour irrégulier et à qui on a préalablement délivré un OQT.

A partir de 2022, un travail sur la qualité des données a été entrepris sur base des directives et règlement européens, ce qui explique la diminution des retours volontaires par rapport aux autres années.

5.4. Unité de comptage

Sauf indications contraires, les statistiques publiées se rapportent à des personnes et non pas à des demandes/décisions/dossiers.

5.5. Glossaire

- Dublin

Si la Belgique n'est pas responsable du traitement de la demande de protection internationale en application du Règlement (CE) 604/2013 (Dublin III) (avant Règlement (CE) 343/2003 (Dublin II)), et qu'un autre état membre de l'Union européenne en est responsable (Union européenne ainsi que l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse), une demande de prise ou de reprise en charge est adressée à cet état membre. En cas d'accord, une décision motivée de refus avec ordre de quitter le territoire (26 quater ou 25 quater) est prise. Le demandeur est alors enjoint de se rendre dans le pays responsable du traitement de sa demande de protection internationale.

- Fedasil : Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile

- IOM : Organisation internationale pour les migrations

L'IOM organise le retour des ressortissants étrangers qui le souhaitent. Ce retour est réalisé sur base volontaire et l'étranger reçoit une prime pour sa réintégration dans son pays d'origine. Ce mode de retour peut être demandé par des étrangers qui se trouvent ou non dans un centre fermé ou un logement en vue de leur éloignement.

- Refoulement

Sont refoulés :

- les étrangers qui sont détenus à la frontière belge parce qu'ils ne respectent pas les conditions requises pour entrer sur le territoire Schengen
- et les demandeurs d'asile déboutés à la frontière.

Ils sont renvoyés vers le pays d'où ils viennent.

- Reprises bilatérales (Bilatérale)

Tous les éloignements de ces étrangers à la suite de leur reprise en vertu d'un accord bilatéral entre la Belgique et le pays concerné.

- Retour forcé :

Tous les étrangers en séjour irrégulier sur le territoire dont l'éloignement était organisé par l'OE depuis les centres fermés et les lieux d'hébergement (si ces personnes ne sont pas parties avec l'OIM) ainsi que depuis les établissements pénitentiaires, après leur libération (fin de peine ou remise en liberté provisoire / libération conditionnelle ou fin du mandat d'arrêt)

- Transferts Dublin

Le transfert d'étrangers en application du règlement (CE) n° 604/2013 (Dublin III), l'étranger est alors reconduit à la frontière du pays responsable du traitement de sa demande d'asile.

- Transfèrements interétatiques de détenus :

Transfèrements d'étrangers condamnés (en séjour irrégulier) dans l'Etat dont ils sont ressortissants en vue de l'exécution ultérieure de la sanction (peine de prison) dans cet Etat.

Les transfèrements interétatiques sont réalisés sur la base de :

- la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne ;
- la convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées ;
- des accords bilatéraux en la matière avec l'Albanie, le Maroc et le Kosovo.

Retours forcés au départ des prisons

Une personne peut être éloignée directement depuis la prison. Si le vol est prévu très tôt dans la matinée, l'étranger est conduit la veille dans un centre fermé, où il sera récupéré le lendemain. En effet, il est possible d'aller chercher des personnes très tôt le matin dans un centre fermé, ce qui n'est pas le cas dans les prisons. Les étrangers incarcérés dont la procédure d'identification est toujours en cours ou pour lesquels un vol ne peut être réservé durant la période pendant laquelle ils peuvent rester en prison, sont transférés dans un centre fermé après avoir purgé leur peine.

6. Contact

Le présent rapport a été réalisé par la Direction générale de l'Office des étrangers le 26.09.2023.

Pour toute remarque, suggestion ou question supplémentaire, vous pouvez vous adresser à la Direction générale de l'Office des étrangers, Boulevard Pacheco 44 à 1000 Bruxelles,

Tél.: +32 (0)2/488 80 00
E-mail: statdvzoe@ibz.fgov.be

Le rapport est aussi disponible en néerlandais et peut également être consulté sur le site internet www.dofi.fgov.be où vous trouverez aussi d'autres rapports statistiques.

Editeur responsable: Freddy ROOSEMONT,
Boulevard Pacheco 44, 1000 Bruxelles